

L'Europe : l'homme malade du monde

Yves Dimicoli

Les signes d'un retour de la zone euro en récession s'accumulent. Mi-août, Eurostat a publié une première estimation du PIB de la zone, indiquant un recul de 0,2 % au deuxième trimestre 2012, après une stagnation au premier.

L'indice PMI, qui mesure l'activité du secteur privé, publié en septembre, affiche une contraction de la zone euro pour le septième mois consécutif. En octobre, la performance a été encore plus médiocre : l'indice PMI est apparu à 45,8 contre 46,1 points en septembre (1), soit le niveau le plus bas observé depuis juin 2009 (année de récession mondiale). Selon le cabinet Markit qui suit l'indice ISM, « *L'environnement commercial dans lequel évoluent les entreprises s'est, de manière incontestable, fortement détérioré ces derniers mois. Si la baisse du PIB ne s'annonce que modérée au troisième trimestre, la contraction pourrait s'accélérer au quatrième* ». Pour lui « *Les perspectives d'activité à douze mois n'ont pas été aussi faibles depuis le début de l'année 2009, c'est-à-dire au plus fort de la crise provoquée par la chute de Lehman Brothers* ». Au total, on s'attend, désormais au bas mot, à un recul du PIB de 0,5 % à 0,6 % au troisième trimestre 2012.

Alors que l'OCDE, en juin, prévoyait que le PIB de la zone reculerait de 0,1 % cette année (contre 0,2 % anticipé jusque-là), le FMI estimait, lui, mi-juillet, qu'il devrait reculer de 0,3 %. L'agence de notation Standard & Poor's annonce, elle, une récession de 0,8 %.

C'est dire l'ampleur des écarts qui perdureraient avec les pays émergents, mais aussi avec les États-Unis, quoique dans une moindre mesure. À ce propos, on note que, depuis le dernier point bas du deuxième trimestre 2009, l'Union économique et monétaire (UEM) accuse un déficit cumulé de croissance de 3 points de PIB vis-à-vis des États-Unis.

En 2013, la croissance reprendrait lentement en zone euro avec 0,9 %, très loin des 4,2 % de la moyenne mondiale. L'agence Standard & Poor's prévoit, elle, une croissance zéro en 2013 !

L'Europe du Sud fait plonger la zone euro

L'Allemagne a affiché une croissance de 0,3 % au troisième trimestre 2012, les Pays-Bas et l'Autriche ont fait, eux, + 0,2 %.

Mais, en Europe du Sud, l'ajustement budgétaire imposé par la trïoka continue de causer des ravages. La Grèce va enregistrer un recul de 7,1 % de son PIB cette

année et on prévoit, pour l'an prochain, un nouveau décrochage de 2,4 %.

Mais le PIB italien a reculé de 0,7 % au second trimestre 2012, celui de l'Espagne de 0,4 %, celui du Portugal de 1,2 %, celui de Chypre de 0,8 % !

L'Allemagne, elle-même, commence à montrer des signes d'essoufflement du fait, singulièrement, de ses exportations et, notamment, des exportations vers les pays de la zone euro, qui représentent près de 45 % du total des exportations allemandes. L'indice de confiance calculé par l'institut IFO concernant 7 000 entreprises allemandes a reculé en octobre à 100, contre 101,4 en septembre au lieu d'une légère progression attendue. Et l'indice PMI des directeurs d'achat est ressorti sous la barre des 50 pour le sixième mois consécutif, conduisant beaucoup d'économistes à penser que l'économie allemande est menacée de stagnation au quatrième trimestre.

Bref, la récession en Europe du Sud fait ralentir toute la zone euro, tandis que, hors zone, le Royaume-Uni donne faussement le change. Certes, après trois trimestres de contraction, l'économie britannique a bondi de 1 % entre juillet et septembre, mais cela est dû à des événements exceptionnels : le rattrapage du week-end du jubilé a gonflé le PIB de 0,5 % environ et les Jeux Olympiques l'ont fait croître de 0,2 % supplémentaire. En réalité, selon Markit, « *plusieurs indicateurs pointent vers une nouvelle perte de dynamisme* » (2) malgré l'élargissement par la Banque d'Angleterre de son programme d'assouplissement monétaire qui lui a déjà fait absorber un quart de la dette publique britannique. Nombre d'observateurs craignent en fait une nouvelle rechute, en contradiction flagrante avec l'optimisme bon teint de D. Cameron qui prophétise que « *les bonnes nouvelles vont continuer* ».

La gangrène du chômage

Dans la zone euro, le taux de chômage (CVS) s'est élevé à 11,4 % en août 2012, stable par rapport à juillet mais en hausse de 1,2 point sur août 2011. Cela fait donc seize mois qu'il atteint ou dépasse le seuil des 10 % de la population active.

Selon les estimations d'Eurostat, 18,196 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août dernier dans la zone euro, soit 34 000 de plus qu'en juillet 2012 et 2,144 millions de plus qu'il y a un an. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés dans les pays de l'ex-zone

deutsche mark, et les plus élevés en Espagne (25,1 %) et en Grèce (24,4 % en juin 2012).

Cette situation comporte, cependant, de fortes dissymétries. En bas de l'échelle, on trouve les pays de l'ex-zone deutsche mark : Autriche (4,5 %), Luxembourg (5,2 %), Pays-Bas (5,3 %), Allemagne (5,5 %), tandis que, à l'autre extrémité, il y a des pays d'Europe du Sud (Espagne : 25,1 %, Grèce : 24,4 %, Portugal : 15,9 %, Chypre : 11,7 %).

Ce paysage contrasté et ravagé de la zone euro renvoie d'abord aux divers plans d'austérité mis en œuvre depuis 2010. Ils se conjuguent avec le resserrement du crédit : en septembre, les crédits aux entreprises et aux ménages de la zone euro ont diminué de 0,8 % selon la BCE, au lieu de 0,6 % attendu. Au total, la contraction par rapport à août porte sur un volume de crédits de 20 milliards d'euros. Alors que le consensus attendait une hausse de 3 % de la masse monétaire (M3), celle-ci a ralenti par rapport à août. Bref, toute la zone « *flirte* » désormais dangereusement avec la déflation.

C'est là le résultat de la véritable fuite en avant à laquelle se livrent les dirigeants européens depuis le début de la « *crise des dettes souveraines* », sous injonction de l'Allemagne de Merkel, des marchés financiers et de la BCE.

Même si cette dernière a été contrainte, à plusieurs reprises, de transgresser ses propres tabous, tout continue d'être fait pour tenir les peuples en étau afin de pérenniser les efforts de contraction des dépenses publiques et sociales, au nom de la dette, et de maintenir sous pression les coût et droit du travail, au nom de la compétitivité.

C'est ce qui explique l'échec répétitif de ces divers plans qui cherchent à empêcher, coûte que coûte, la BCE de jouer un rôle de « *payeur en dernier ressort* » pour les États, afin de ne l'assumer que vis-à-vis des banques. Et cela, sans qu'à aucun moment les énormes facilités mises à leur disposition ne s'accompagnent d'une quelconque modification des critères du crédit et des rapports entre banques et entreprises !

C'est ainsi que l'argent des 1 000 milliards d'euros de prêts accordés par la BCE à 1 % en trois ans aux banques s'est retrouvé, *in fine*, donc, dans les comptes du système bancaire allemand, créanciers des systèmes d'Europe du Sud, pour, finalement, être redéployé auprès de la BCE, car, dans cet univers devenu si incertain, c'est là la façon la plus sécurisée d'utiliser ces liquidités.

Les énormes déséquilibres au sein du système TARGET2 (3), qui gère les transferts transfrontaliers de monnaie banque centrale entre les pays de la zone euro, témoignent de cette polarisation allemande dont la contrepartie est la fragilité des systèmes bancaires d'Europe du Sud.

On comprend dès lors pourquoi Merkel, avant d'accepter de bouger – ce qu'elle est contrainte de faire vu l'ampleur des interdépendances désormais – se livre à un chantage maximum sur les conditions en jouant jusqu'aux limites de la pression spéculative des marchés.

Marche forcée au fédéralisme

Les diverses décisions prises depuis l'éclatement de la « *crise des dettes souveraines* » en 2010 n'arrivaient pas à calmer les marchés. Au premier semestre 2012, le



coût moyen de financement de l'Italie et de l'Espagne dépassait de plus de 6 points le taux de croissance du PIB nominal, ce qui rendait, de fait, la dette publique incontrôlable (4).

Simultanément, on a assisté à une fuite de capitaux des pays d'Europe du Sud vers l'Allemagne, mais aussi vers la France considérée, elle aussi, comme offrant la sécurité la plus élevée possible sur la zone.

Cela ne pouvait pas tenir très longtemps.

Sous le feu de la spéculation et d'un formidable chantage des dirigeants allemands, une série de décisions nouvelles importantes ont été prises mettant gravement en cause les souverainetés nationales et la démocratie, sur fond de condamnation à perpétuité des peuples à l'austérité.

Il s'agit d'abord du sommet européen des 28 et 29 juin derniers au cours duquel F. Hollande se dédit de sa promesse de « *renégocier* » le projet de Pacte budgétaire (TSCG) ficelé par Merkel et Sarkozy.

Rappelons-en les principales décisions :

- ❑ La BCE a été « *sanctuarisée* » malgré l'engagement électoral de F. Hollande d'œuvrer à sa réorientation ;
- ❑ Les États qui ont du mal à se financer sur les marchés pourront faire appel au Mécanisme européen de stabilité (MES) appelé à remplacer le Fonds européen de stabilité financière (FESF). C'est l'amorce, donc, d'une mutualisation des dettes publiques mais adossée au marché financier et qui, donc, accentuera la tutelle de ce dernier sur la zone euro, au lieu de solliciter la création monétaire de la Banque centrale européenne.
- ❑ L'avancée vers une « *Union bancaire* », sans rien changer à la sélectivité du refinancement de la BCE, et, *a fortiori*, aux critères du crédit. Au contraire, cela marcherait de pair avec la mise en œuvre des règles prudentielles de Bâle III qui pousseront les banques à accroître sensiblement leurs fonds propres (par appel au marché d'actions notamment) ainsi que le rapport rentabilité/risque de leurs engagements. Il s'agirait, en

l'état, d'une tentative d'eupéanisation des pratiques bancaires au service de la rentabilité financière, contre l'emploi et le développement humain, avec la visée d'une marche forcée vers le fédéralisme et son étroit corset pour les peuples au profit des marchés financiers.

□ L'accord donné par F. Hollande à Merkel sur le Pacte budgétaire (TSCG) au contraire de la « *renégociation* » promise. Cela, en contrepartie d'un « *Pacte pour la croissance et l'emploi* » qui promet de financer une augmentation de 120 milliards d'euros des investissements sur trois ans en zone euro, par appel au marché financier, y compris *via* la Banque européenne d'investissement (BEI), et par la mobilisation de fonds structurels non utilisés. Il faut mettre cela en face des 436 milliards d'euros sur cinq ans des principaux plans d'austérité qui y sont mis en œuvre pour prendre la vraie mesure de ce dispositif dont les modalités ont été conçues par la Commission de Bruxelles.

Deux événements importants

Les importantes décisions politiques du sommet de juin n'arrivaient pas cependant, à elles seules, à redonner confiance aux acteurs des marchés financiers, la spéculation sur les titres de dette publique de l'Espagne et de l'Italie redoublant. Aussi, c'est sous la pression extrême des marchés que deux événements nouveaux sont intervenus.

□ Le premier concerne l'approbation par la Cour constitutionnelle allemande du TSCG et du MES rendant aussitôt possible leur ratification. Le principe de recapitalisation directe des banques par le MES n'ayant pas été invalidé par les juges allemands, l'Espagne peut donc restructurer son système financier sans alourdir sa dette.

Le MES va pouvoir intervenir sous différentes formes : lignes de crédit, prêts, souscriptions de dette à l'émission au bénéfice des États ayant expressément demandé son aide et signé un programme d'ajustement.

Il faut signaler, cependant, que la Cour de Karlsruhe a introduit des conditions nouvelles significatives : contrairement au principe de confidentialité des votes, le MES devrait informer de ses décisions le Parlement allemand lequel, en outre, devra approuver toute augmentation éventuelle de la participation allemande au-delà des 190 milliards inscrits dans le traité instituant le MES.

□ Le second événement concerne le lancement par la BCE d'un nouveau programme d'achats de titres de dette publique.

Le 6 septembre, reconnaissant que la crise en zone euro a atteint un stade critique, la BCE a annoncé un nouveau programme baptisé « *Opération Monétaire sur Titres* » (OMT), sifflant ainsi temporairement la fin de la partie de bras de fer avec tous ceux qui, pour faire monter les enchères dans le sens attendu par Merkel, faisaient mine d'exiger une sortie de la Grèce de l'euro. C'est un programme d'achat, sur le marché secondaire, de titres de dette publique de 1 à 3 ans déjà émis par des États en difficulté et détenus par les banques, assurances et fonds d'investissement.

Passant outre l'opposition publique de la Banque centrale allemande, il a été décidé que la BCE pourrait racheter, si besoin est, jusqu'à une quantité « *illimitée* » de titres, ce qui pourrait casser la spéculation.

Mais, en même temps, la BCE impose de strictes conditions.

Tout au long du programme d'ajustement ou de précaution le respect des engagements pris et la mise en œuvre de mesures correctives feront l'objet d'un suivi et d'un rapport trimestriel de la Commission européenne et, s'il participe, du FMI. Autrement dit, le coût politique de l'appel à l'aide sera très élevé.

Le gouvernement concerné devra accepter la perspective de missions d'inspection trimestrielle des autorités européennes ou de la troïka, lesquelles pourront, si elles le jugent nécessaire, passer au crible le budget, l'appareil statistique ou le système financier de l'État concerné.

Cette décision témoigne donc du fiasco des dispositions mises en œuvre jusqu'ici. Elle confirme aussi combien les tabous fondateurs de la BCE peuvent et doivent être bousculés.

Cependant, sous pression, jusqu'au bout, des dirigeants allemands, c'est le dogme du refus de tout financement monétaire de la dépense publique qui continue de prévaloir. La BCE a d'ailleurs annoncé qu'elle « *stérilisera* » l'impact des achats d'obligations sur la masse monétaire.

Le dispositif retenu ne concerne donc que les dettes publiques d'échéances courtes et vise, principalement, à défendre la rentabilité financière des banques qui les détiennent et consolider le marché financier.

Il se double, qui plus est, d'une nouvelle extension de la garantie accordée par la BCE à ces mêmes banques pour leur ouvrir l'accès à son refinancement, mais toujours sans aucun changement des critères de crédit.

Cela a rassuré les marchés, dans l'immédiat, d'autant plus que ces dispositions sont mises en œuvre dans le cadre, plus large, d'une réforme réactionnaire de la gouvernance économique de la zone euro.

Mais on peut penser que cela ne va pas permettre de sortir de la crise si profonde de l'emploi, de la croissance et des déséquilibres intra-européens de balance des paiements, malgré les abaissements violents du coût salarial de l'emploi, au détriment de la demande et des qualifications, dans les pays réputés insuffisamment compétitifs comme l'Espagne, l'Italie, le Portugal ou la Grèce. Abaissements qui, par contrecoup, accentuent la pression à la baisse du coût du travail en France...

Après une période d'euphorie boursière et de détente relative des taux d'intérêt à long terme, les effets contre-productifs de ce nouveau programme pourraient sans doute à nouveau prévaloir.

C'est dire le besoin de rompre pour de nouvelles règles et pratiques et l'importance du développement des luttes, comme tout récemment en Espagne et au Portugal si calmes jusqu'ici.

Au cœur du besoin de transformation il y a la BCE, ses rapports à la dépense publique et ses rapports aux banques ordinaires. Le programme OMT a été rendu nécessaire par l'exigence qui ne cesse de grandir depuis 2010 de faire de la BCE un « *prêteur en dernier ressort* » des États.

Mais, en même temps, cela ne cesse d'être contredit, au prix d'une accentuation des pressions contre les dépenses publiques et sociales et avec un refinancement facilité mais in-discriminé des banques assoiffées de rentabilité financière.

Cependant, pour la première fois, la BCE, en faisant savoir que sa capacité de financement sera mobilisée, si besoin est, de façon illimitée met le doigt dans un engrenage pour permettre à la zone euro de continuer de fonctionner alors même que son type de fonctionnement actuel tend à développer les facteurs profonds d'insolvabilité d'un très grand nombre d'acteurs.

Cette contradiction fondamentale entre recours possible illimité à la création monétaire de la BCE et insolvabilité croissante d'acteurs ayant accès à cette liquidité va être très accrue par :

□ Le Pacte de stabilité renforcée et le TSCG qui vont accroître le rationnement des services publics qui sont aujourd'hui des facteurs décisifs de soutien de la demande et de progrès de la productivité globale des facteurs ;

□ La recherche obsessionnelle de gains de productivité acquis par la baisse, principalement, du coût salarial de l'emploi, avec le Pacte de compétitivité dit « *de l'euro plus* ».

Et, ce faisant, le bilan de la BCE s'alourdit d'actifs dont la qualité est de plus en plus médiocre.

Ce qui va se jouer là-dessus en zone euro, dans l'année qui vient, va donc être décisif pour le monde entier.

Mais ce que pourra entreprendre la France, avec les autres pays d'Europe du Sud, face au verrouillage allemand sera absolument décisif pour l'avenir de la construction européenne.

Le ralliement de F. Hollande à Merkel ne fait en aucun cas disparaître les contradictions franco-allemandes. Il exprime la crainte de l'endettement et la peur de l'inflation face aux marchés financiers. D'où une fuite en avant qui paraît fondée sur un quadruple pari conjoncturel plutôt discutable :

– L'intervention massive des pouvoirs publics en zone euro sera suffisante pour calmer durablement les marchés ;

– Il n'y aura pas de dérèglement majeur des cours du pétrole, malgré les tensions au Proche-Orient ;

– La zone euro arrivera à « *assainir* » les finances publiques sans faire s'écrouler la croissance ;

– L'évolution du taux de change euro/dollar n'handicaper pas les exportations de la zone vers les États-Unis et les pays émergents obligés, les uns et les autres, de prendre l'initiative d'une relance de l'activité.

C'est ce quadruple pari, avec la foi du charbonnier dans les vertus d'une confiance retrouvée par les marchés financiers, qui fait prophétiser par F. Hollande que l'on serait « *tout près* » de la sortie de la crise de l'euro (5).

Il semble se conjuguer, peu ou prou, avec une certaine résignation à l'hyper domination de l'Allemagne en espérant qu'elle arrivera à imposer à l'Europe du Sud une restructuration aussi profitable pour les groupes européens, que le fut celle de l'Europe centrale et orientale pour les groupes allemands.

D'où, *in fine*, l'acceptation, à quelques amendements marginaux près, de l'utilisation que veulent faire de l'euro les dirigeants allemands.

Pour autant cela ne résorbe pas les contradictions entre Berlin et Paris, comme l'a montré le Conseil européen informel du 24 octobre dernier.

Des propositions alternatives

La BCE devrait contribuer à alléger le fardeau des dettes publiques sur les États en difficulté.

Cela nécessite d'amplifier considérablement la prise de ces dettes publiques par la BCE et de réduire fortement, au contraire, le rôle des Fonds de sauvetage (FESF-MES), cela pouvant s'accompagner de certaines réductions négociées de la valeur des titres rachetés.

L'achat sur les marchés secondaires doit devenir systématique pour soutenir les débiteurs en difficulté, sur toutes les échéances, mais sans être conditionné à l'engagement, sous tutelle européenne, de programmes d'ajustement complet ou de précaution.

Au contraire, il s'agirait de créer un « *Fonds de développement social, solidaire et écologique européen* », comme le propose le programme « *L'humain d'abord* ».

Ce Fonds serait alimenté par la création monétaire que la BCE ferait à l'occasion de l'achat des dettes publiques émises par les différents États de la zone euro pour une expansion des services publics, différenciée suivant les besoins des divers pays, en vue d'une nouvelle croissance sociale et écologique.

Au lieu du fédéralisme au service de la domination des marchés financiers, on avancerait ainsi vers un nouveau type de confédéralisme pour le co-développement des populations européennes.

Il s'agirait, simultanément, d'exiger une baisse sélective très forte des taux d'intérêt du refinancement des banques ordinaires par la BCE, pour leur crédit à long terme aux entreprises.

Ces taux pourraient être d'autant plus abaissés, jusqu'à zéro, voire en dessous (avec donc une diminution des remboursements), que ces crédits serviraient à financer des investissements matériels et de recherche programmant plus d'emplois stables et de formations correctement rémunérés.

Cela marcherait de pair avec l'exigence, en France notamment et au-delà, dans chaque pays membre de la zone euro, de la création d'un Pôle financier public et de Fonds publics régionaux visant à développer un nouveau crédit pour les investissements des entreprises, selon les mêmes critères de sélectivité favorables à l'essor de l'emploi, des qualifications et d'une croissance réelle nouvelle pérenne, contre la croissance financière et la spéculation. ■

(1) Quand l'indice PMI (*purchasing managers index*, indice des directeurs d'achat) se situe au-dessus de 50 points, il signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se contracte s'il est inférieur à ce seuil.

(2) *Les Échos*, 26-27 octobre 2012.

(3) De Lucia C. : « Les raisons à l'origine des déséquilibres de TARGET2 », *Conjoncture*, septembre 2012, p. 9-17. La position créditrice TARGET2 de l'Allemagne s'établissait à 700 milliards d'euros au 31 mai 2012, contre 71 milliards d'euros en 2008. La position débitrice de la Grèce, autour de 10 milliards d'euros début 2008, est passée, elle, aux environs de 100 milliards d'euros fin mai 2012.

(4) *Conjoncture*, 14 septembre 2012.

(5) « *Sur la sortie de la crise de la zone euro, nous en sommes près, tout près. Parce que nous avons pris les bonnes décisions au sommet des 28 et 29 juin et que nous avons le devoir de les appliquer, rapidement* » a déclaré le Président dans une interview au journal *Le Monde* du 17 octobre 2012.